COFEM



Fiche pratique n° 2 :

Lutter contre les violences basées sur le genre facilitées par la technologie à l'encontre des femmes en politique

Points clés



Les VBGFT constituent une attaque systémique contre la démocratie:

la violence en ligne visant les femmes en politique ne sont pas une série d'incidents isolés, mais une stratégie coordonnée et systémique de misogynie en réseau et d'autoritarisme visant à réduire les femmes au silence, à compromettre l'expression de la vérité et à entraver leur participation aux processus démocratiques.



Les menaces numériques ont des conséquences dans le monde réel:

les incidents récents de violences fondées sur le genre commises hors ligne sont de plus en plus nombreux et résultent de plus en plus souvent d'attaques, d'abus et de harcèlement en ligne, une tendance particulièrement alarmante.



L'action collective et la responsabilisation systémique sont des leviers politiques:

Si la résilience individuelle et prendre soin de soi sont essentiels, elles ne suffisent pas. Un changement durable exige une collaboration étroite entre les mouvements de défense des droits des femmes, les plateformes technologiques, les États, les médias et les organisations internationales afin de faire respecter les cadres relatifs aux droits humains, de garantir la responsabilisation et de faire porter le coût des violences sur leurs auteurs plutôt que sur les femmes et les filles.



Une réponse proactive et stratégique est non négociable:

Une réponse efficace ne consiste pas seulement à contrer la mésinformation et la désinformation. Elle suppose également de repérer les premiers signes de leur propagation, de distinguer les réactions individuelles des actions stratégiques et de mettre en place des coalitions de réponse rapide capables de vérifier les informations, de documenter les faits et de mobiliser des contre-récits ainsi que des messages de solidarité.



Fiche pratique nº 2 : Lutter contre les violences basées sur le genre facilitées par la technologie à l'encontre des femmes en politique - Les mouvements féministes et les acteurs internationaux ont mené de nombreuses recherches et produit un important corpus de connaissances sur les expériences des femmes confrontées aux violences fondées sur le genre facilitées par la technologie (VBGFT) dans la vie publique. Bien que les expériences des femmes en politique recoupent celles d'autres femmes engagées dans la vie publique, leur réalité a été moins étudiée sous l'angle des mouvements féministes. S'appuyant sur ces travaux, cette fiche pratique propose des analyses fondées sur les recherches existantes, nourries par l'expérience des mouvements féministes, et propose des stratégies concrètes visant à renforcer l'action collective contre les VBGFT ciblant les femmes en politique.Elle s'adresse aux femmes actuellement engagées en politique, aux anciennes élues ainsi qu'à celles qui aspirent à exercer des fonctions politiques ou des responsabilités publiques.

Elle s'appuie sur les expériences partagées lors de la session Transformer les récits pour lutter contre la discrimination fondée sur le genre, organisée dans le cadre des ateliers d'apprentissage et de dialogue Le savoir comme outil de résistance (Knowledge as Resistance: Learning and Dialogue Labs) de la COFEM et d'ONU Femmes, mis en œuvre dans le cadre du projet ACT to EVAWG, ainsi que sur les résultats de recherches portant sur la protection et le renforcement de la participation des femmes aux fonctions de leadership, aux processus décisionnels et à la vie démocratique.

Quel est le Problème?

Les VBGFT impliquent souvent des réseaux d'auteurs qui créent, partagent et amplifient systématiquement des contenus abusifs. En recourant à des tactiques telles que le harcèlement coordonné, le partage massif de contenus et l'amplification algorithmique, ces campagnes peuvent prendre de l'ampleur en quelques heures seulement. Elles ciblent de manière disproportionnée les femmes engagées dans la vie publique et compromettent leur capacité à participer à la vie publique et politique en toute sécurité. Les VBGFT désignent les actes de violence commis, facilités, aggravés ou amplifiés au moyen des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des plateformes numériques.

Les femmes sont prises pour cibles en raison des rapports de pouvoir inégalitaires et des normes de genre profondément ancrées qui perpétuent la discrimination, le contrôle et la violence. La violence en ligne est à la fois une manifestation et un facteur d'inégalité de genre, limitant la sécurité, l'autonomie, la participation et l'accès des femmes aux opportunités qui s'offrent à elles dans tous les aspects de la vie. Les femmes qui se trouvent à l'intersection de plusieurs formes de discrimination sont particulièrement exposées aux violences, les effets combinés de la discrimination et de l'exclusion structurelle venant accroître leur vulnérabilité.

[1] Voir l'étude « Tipping Point » et les lignes directrices pour le suivi de la violence en ligne à l'encontre des femmes journalistes.

[2] UN Women:ONU Femmes (UN Women). Communiqué de presse : sept défenseuses des droits humains, militantes et journalistes sur dix déclarent avoir été victimes de violences en ligne. 9 décembre 2025. Seven in ten women human rights defenders, activists and journalists report online violence | UN Women – Headquarters

[3] Fonds des Nations Unies pour la population. Les violences fondées sur le genre facilitées par la technologie : une menace croissante. 26 novembre 2025. https://www.unfpa.org/TFGBV

Les données révèlent l'ampleur des VBGFT:

Participation démocratique restreint

Participation démocratique restreint : Les données qualitatives et régionales montrent que les VBGFT conduisent de nombreuses femmes à se retirer de la vie politique. Les personnes ciblées renoncent à briguer un nouveau mandat, quittent leurs fonctions publiques ou réduisent leur visibilité dans l'espace public.[4]

Conséquences humaines

Les VBGFT ont des répercussions importantes sur la santé mentale et physique des femmes occupant des postes à responsabilité, notamment : stress chronique, anxiété, dépression, troubles du sommeil et à des préoccupations constantes pour leur sécurité, avec des effets sur leur vie professionnelle comme sur leur vie personnelle.[5]

Constats observés dans différents contextes

Une étude transversale menée dans plusieurs villes africaines (Addis-Abeba, Nairobi, Kampala, Dakar et Johannesburg) montre que les VBGFT ont des effets significatifs sur la sécurité, le bien-être et la participation politique des femmes en politique.[6]

Barrières structurelles

Les VBGFT ne se résument pas à des actes de harcèlement individuels. Elles créent des obstacles structurels à la participation politique des femmes en augmentant le coût de l'exercice du leadership, en décourageant les candidatures, en fragilisant le maintien en fonction des femmes élues et en compromettant une démocratie inclusive.[7]

Prévalence

Environ 70 % des femmes engagées dans la vie publique interrogées – femmes politiques, défenseuses des droits humains, militantes, journalistes et professionnelles des médias – déclarent avoir subi des violences en ligne dans le cadre de leur travail, ce qui indique que les VBGFT un phénomène généralisé, et non une série de cas isolés. C'est dans ce contexte plus large que s'inscrivent les expériences particulières des femmes en politique examinées dans cette fiche pratique.[8]

Violences facilitées par l'IA

Près d'un quart (24 %) des femmes interrogées déclarent avoir subi des violences en ligne facilitées par l'intelligence artificielle, ce qui montre que les technologies émergentes amplifient à la fois l'ampleur et la sophistication des violences fondées sur le genre.[9]

Répercussions

Les violences en ligne restent rarement confinées au monde numérique. Dans cette même étude, 41 % des femmes interrogées ont déclaré avoir subi des violences hors ligne liées à des violences en ligne, confirmant que les menaces numériques ont des conséquences bien réelles.[10]

Par leur ampleur et leur capacité à renforcer les inégalités structurelles, (VBGFT) compromettent les progrès réalisés en matière d'égalité des genres, notamment en perpétuant l'intimidation, la dévalorisation et la remise en cause de la représentation des femmes dans les processus démocratiques.

[4] Posetti, Julie, Williams, Kaylee, Hellmueller, Lea, Renaud, Pauline, Shabbir, Nabeelah et Aboulez, Nermine. Point de bascule : impacts, manifestations et recours face aux violences en ligne à l'ère de l'intelligence artificielle (Tipping Point: Online Violence Impacts, Manifestations and Redress in the AI Age). New York : ONU Femmes, 2026.

[5] Herrera, Juanita et Lennon, Conor. Anxiété, paranoïa, peur : les conséquences de la violence numérique à l'encontre des femmes (Anxiety, Paranoia, Fear: The Consequences of Digital Violence Against Women). Nations Unies. 12 mars 2025. Anxiety, paranoia, fear': The consequences of digital violence against women | UN News

[6] Réalités alternatives, internets alternatifs : recherche féministe africaine pour un Internet féministe. Août 2020. https://www.apc.org/en/pubs/alternate-realities-alternate-internets-african-feminist-research-feminist-internet

[7] Chalieobun, Chompunut. L'évolution du paysage du leadership politique des femmes en Thaïlande. Fondation Westminster pour la démocratie (Westminster Foundation for Democracy – WFD), https://www.wfd.org/commentary/thailands-evolving-landscape-womens-political-leadership

[8] Posetti, Julie, Hellmueller, Lea, Williams, Kaylee, Renaud, Pauline, Aboulez, Nermine et Shabbir, Nabeelah. Point de bascule : l'escalade inquiétante des violences en ligne à l'encontre des femmes dans la sphère publique New York : ONU Femmes, 2025. https://www.unwomen.org/en/node/608314

[9] Ibid

[10] Ibid

Pourquoi est-ce important ?

De nombreux exemples, partout dans le monde, montrent que des femmes en politique renoncent à se présenter à une élection ou démissionnent de leurs fonctions à la suite d'actes de VBGFT. C'est une expérience qui nuit à la participation politique des femmes et affaiblit l'engagement démocratique. Loin d'être des incidents isolés, les VBGFT sont utilisées comme un outil stratégique pour intimider, discréditer et réduire au silence les femmes qui exercent des fonctions publiques ou aspirent à en exercer. Si les formes de violence varient, elles reposent systématiquement sur des mécanismes genrés visant à délégitimer les femmes dirigeantes, à décourager leur participation politique et à renforcer les obstacles structurels qui entravent l'égalité de leur représentation.

Les femmes en politique sont la cible d'attaques disproportionnées qui exploitent les stéréotypes de genre et les normes sociales. Celles-ci prennent notamment la forme de campagnes de désinformation portant atteinte à leur vie privée, à leur situation matrimoniale ou à leur rôle au sein de la famille; d'abus et de harcèlement à caractère sexuel; de la diffusion non consentie d'images intimes ou de contenus sexuels générés par l'intelligence artificielle; ainsi que de campagnes coordonnées en ligne visant à remettre en cause leur intégrité, leurs compétences ou leur légitimité en tant que dirigeantes. Ces attaques s'intensifient souvent pendant les périodes électorales et à d'autres moments clés de la vie politique, lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir le plus d'incidence sur les résultats des élections et sur la perception du public. Leur gravité tend également à être plus importante dans les pays où les mécanismes de signalement sont insuffisants et où la sensibilisation à la sécurité numérique est limitée.Lutter contre les VBGFT ne revient donc pas uniquement à protéger les femmes qui en sont victimes. C'est aussi défendre la démocratie, garantir une participation politique inclusive et préserver l'intégrité des processus électoraux.

Les conséquences des VBGFT sont bien documentées. Elles peuvent dissuader les femmes de s'engager en politique, contraindre les candidates à se retirer des élections, contraindre les élues à démissionner, réduire leur participation à la vie publique et les dissuader d'exprimer leurs opinions politiques en ligne Au-delà de leurs effets sur les femmes qui en sont directement victimes, les VBGFT, portent atteinte aux processus démocratiques en limitant la concurrence politique, en réduisant la diversité des voix dans la prise de décision publique et en affaiblissant la capacité des citoyennes et citoyens à choisir parmi un éventail représentatif de candidates et de candidats. Lorsque les femmes sont écartées de la vie politique en raison d'abus ciblées en ligne, et le caractère inclusif de la gouvernance qui s'en trouvent affaiblis.

Des expériences observées dans plusieurs pays révèlent des tendances communes et montrent que les mêmes mécanismes se reproduisent d'un contexte à l'autre.

Recours à des images à caractère sexuel pour humilier et évincer les femmes: Aux États-Unis, la représentante Katie Hill a démissionné du Congrès en 2019 après la diffusion massive en ligne d'images intimes la concernant.[11] Lors des élections générales irlandaises de 2024, Gráinne Seoige a été la cible d'images pornographiques générées par l'intelligence artificielle, destinées à discréditer sa campagne.[12] La même année, au Rwanda, Victoire Ingabire a été la cible d'images à caractère sexuel manipulées et diffusées sur X (anciennement Twitter), dans une tentative apparente de l'humilier et de la faire taire.[13]

Attaques visant le statut matrimonial et les rôles familiaux : Lors des élections générales de 2022 au Kenya, des comptes fictifs coordonnés sur Facebook ont diffusé de fausses informations concernant le statut matrimonial, la vie familiale et l'intégrité d'Helen Tullie Apigo.[14] Cette même tactique a également été employée lors de l'élection présidentielle ougandaise de 2021, où Nancy Kalembe a été la cible d'attaques sexistes remettant en question son statut matrimonial et son aptitude à exercer des fonctions de direction.[15]

De plus les auteurs de ces actes ont également eu recours aux violences visant à provoquer le retrait de la vie politique : Au Canada, Sandra Jansen s'est retirée de la course à la direction de son parti après avoir été la cible d'attaques incessantes en ligne visant ses positions féministes et son soutien aux droits reproductifs.[16]

Au bout du compte, tous ces actes poursuivent le même objectif : pousser les femmes en politique à se retirer de la vie publique.

[11] Wire, Sarah D. Katie Hill : « Je quitte mes fonctions en raison d'une culture misogyne qui s'est délectée de la diffusion de mes photos intimes. » Los Angeles Times, 31 octobre 2019. https://www.latimes.com/politics/story/2019-10-31/katie-hills-gives-her-final-floor-speech

[12] Finnegan, Harry. « Le pire regret de ma vie » : l'ancienne vedette de la RTÉ Gráinne Seoige revient sur les violentes attaques dont elle a été victime pendant sa campagne pour les élections au Dáil. The Irish Sun, mise à jour le 23 novembre 2024. https://www.thesun.ie/tv/16148535/grainne-seoige-vile-abuse-biggest-regret-general-election-decision/

[13] Association pour les communications progressistes (Association for Progressive Communications – APC). Les droits humains dans le contexte numérique au Rwanda (Human Rights in the Digital Context in Rwanda). Consulté le 8 juillet 2026. https://www.apc.org/en/pubs/human-rights-digital-context-rwanda

[14] ONU Femmes (UN Women). Le harcèlement en ligne risque d'écarter les femmes kényanes de la vie politique (Online Harassment Risks Pushing Kenyan Women out of Politics). 13 septembre 2023. https://www.unwomen.org/en/news-stories/feature-story/2023/09/online-harassment-risks-pushing-kenyan-women-out-of-politics

[15] Collaboration sur les politiques internationales des TIC pour l'Afrique de l'Est et australe (Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa – CIPESA). Note d'information : les menaces numériques visant les femmes en politique pendant les élections ougandaises de 2021

[16] Tucker, Erika. Sandra Jansen se retire de la course à la direction du Parti progressiste-conservateur de l'Alberta en dénonçant une « prise de contrôle hostile » (Sandra Jansen Withdraws from Alberta PC Leadership Race Citing "Hostile Takeover"). Global News, mis à jour le 10 novembre 2026

Les répercussions des VBGFT sur les femmes en politique et celles qui exercent des fonctions publiques dépassent largement les personnes qui en sont directement victimes. Elles compromettent l'intégrité des processus démocratiques et le respect des droits humains en :

Portant atteinte à la participation démocratique et à l'intégrité des institutions

Ces attaques visent à réduire les femmes au silence, à freiner leur engagement et à entraver leur participation à la vie démocratique. Lorsque les femmes se heurtent à des obstacles qui les empêchent de participer pleinement à la vie publique, la démocratie perd en inclusivité et les mécanismes de protection contre la corruption et les dérives autoritaires s'en trouvent affaiblis.[17]

Renforçant les normes misogynes et les violations des droits humains

Les VBGFT constituent une violation du droit international relatif aux droits humains et contribuent à renforcer les comportements misogynes. Les attaques en ligne contre les femmes en politique restreignent leur liberté d'expression et alimentent les menaces, le harcèlement et les abus dont elles sont victimes.[18]



Renforçant les inégalités structurelles

Les VBGFT instrumentalisent souvent le genre, la sexualité et l'origine ethnique afin d'accentuer les inégalités structurelles, les inégalités d'accès au pouvoir politique et les inégalités dans l'exercice des fonctions de leadership.[19]

Affaiblissant l'exercice du leadership

Confrontées à des violences incessantes, les femmes dirigeantes voient leur santé mentale mise à rude épreuve. Le poids émotionnel des attaques en ligne peut également réduire leur capacité, voire leur volonté, de remettre en question les décisions, les lois et les politiques publiques, compromettant ainsi leur capacité à exercer pleinement leurs fonctions de leadership.[20]

[17] International IDEA. La violence faite aux femmes dans l'espace numérique : une menace croissante pour la démocratie. 27 novembre 2025. https://www.idea.int/blog/violence-against-women-digital-space-growing-threat-democracy

[18] Assemblée générale des Nations Unies (79e session). Rapport du Secrétaire général. Intensification des efforts visant à éliminer toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles : les violences facilitées par la technologie à l'encontre des femmes et des filles. 8 octobre 2024. https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2024/10/intensification-of-efforts-to-eliminate-all-forms-of-violence-against-women-report-of-the-secretary-general-2024

[19] Ibid

[20] Ibid



Expérience et plaidoyer des femmes politiques

" On m'a attaquée en me présentant comme la femme de mon ex-mari, alors qu'en réalité je suis son ex épouse. Pourtant, les médias continuent de me présenter comme son épouse. Lorsqu'on examine cette histoire, on constate qu'il s'agit de désinformation. Mais ce que j'ai réalisé, c'est que cette campagne était encore plus systématique que je ne l'imaginais, puisque ma page Wikipédia a elle aussi été modifiée pour reprendre ces mêmes récits."

Kunthida Rungruengkial, ancienne parlementaire thaïlandaise.

Lors du Sommet du G20 de 2025 en Afrique du Sud, d'anciennes et d'actuelles parlementaires ainsi que des dirigeantes politiques ont qualifié les VBGFT de pandémie : un phénomène qui se propage au-delà des frontières, s'intensifie sans véritable contrôle et compromet la participation et l'avancement des femmes en politique. Elles ont appelé à une intervention plus urgente et multidimensionnelle, comprenant notamment des mesures réglementaires et des cadres juridiques solides pour dissuader les auteurs de ces violences. Les parlementaires et sénatrices présentes ont également souligné que les VBGFT nuisent à leur participation à la vie politique et freinent leur progression de carrière.

Lors de la session ACT « Transformer les récits pour lutter contre la discrimination fondée sur le genre », les panélistes ont présenté les stratégies qu'elles ont mises en œuvre pour transformer leurs expériences des violences fondées sur le genre facilitées par la technologie (VBGFT) en leviers d'action politique :

Prendre soin de soi

Le bien-être physique et émotionnel est essentiel dans un combat qui s'inscrit dans la durée. Il commence par la reconnaissance de sa propre vulnérabilité et la connaissance de ses limites.

Réponse collective et structurée

Aucune femme en politique ne devrait avoir à gérer seule les conséquences des VBGFT. Une équipe ou une communauté de soutien peut mettre en place des procédures claires pour documenter les incidents, les signaler aux instances compétentes et élaborer des contre-récits.

Se réapproprier son récit

Reconstruire son propre récit et reconnaître les VBGFT comme un acte politique permet de mettre en lumière le caractère structuré de ces attaques, plutôt que de renforcer le faux récit d'un échec individuel.

Ces stratégies ne sont pas théoriques. Les exemples suivants montrent comment deux organisations les ont mises en pratique : Pollicy, en mobilisant une réponse rapide et coordonnée pendant une élection, et la Solidarity Alliance of Women in Politics (Alliance de solidarité des femmes en politique), en construisant des réseaux de solidarité qui soutiennent les femmes avant, pendant et après les attaques.

Regard sur

Solidarity Alliance of Women in Politics (Alliance de solidarité des femmes en politique)

Kunthida Rungruengkial est membre de l'Alliance de solidarité des femmes en politique, un espace politique qui œuvre à renforcer la participation des femmes à la vie politique en développant, à Bangkok, un réseau de solidarité entre femmes en politique offrant des mécanismes de soutien par les pairs, notamment par l'intermédiaire de son parti, le Future Forward Party.

"La Fondation du Mouvement Progressiste de Bangkok a lancé un programme phare destiné à accompagner une nouvelle génération de femmes en politique. À l'issue de sa première cohorte, cinquante femmes ont bénéficié d'un programme de formation et de mentorat. Parmi elles, dix se sont présentées aux dernières élections générales en Thaïlande, et deux ont été élues députées grâce à cette initiative."

Kunthida Rungruengkail

Pollicy

En 2022, Pollicy, un collectif féministe ougandais réunissant des spécialistes des technologies, des scientifiques des données, des créatives et des universitaires, a documenté la manière dont des femmes en politique ont été ciblées lors des élections au Kenya par le biais de campagnes coordonnées qui instrumentalisent les récits a caractères sexuel et des discours fondés sur l'origine ethnique afin de les discréditer.

"Nous avons eu recours à une coordination rapide et à la réappropriation du récit avec des vérificateurs de faits, des chercheurs de données et des organisations de défense des droits des femmes afin de documenter rapidement les contenus abusifs (captures d'écran, URL, horodatages, etc.), de cartographier les comportements coordonnés, de contrer les récits factuels et de diffuser des messages de solidarité au sein de réseaux de confiance. Parallèlement, les résultats ont été publiés dans les médias, en privilégiant la suppression des hashtags et des comptes nuisibles ainsi que la reformulation du discours des candidats".

Danai Daisy, Pollicy

Principes directeurs : une collaboration radicale et une responsabilité collective

Trois principes sont au cœur de toute réponse efficace aux VBGFT visant les femmes occupant des fonctions publiques:

1

Personne ne peut lutter seule.

Les VBGFT ne peuvent être combattues par une seule personne ; elles exigent une responsabilité collective et coordonnée face à ce qui constitue, fondamentalement, une violation des droits humains.

2

Anticiper, ne pas se contenter de réagir.

Les attaques suivent des schémas, et ces schémas peuvent être prédits. En se préparant avant qu'elles ne surviennent, les femmes peuvent définir leur propre récit, mettre en place des mesures robustes de sécurité numérique et distinguer leurs réactions émotionnelles personnelles de leurs réponses publiques et stratégiques, comme l'a démontré Pollicy lors des élections générales de 2022 au Kenya.

3

Une attaque contre l'une est une attaque contre toutes.

Chaque attaque visant une femme politique porte atteinte à la crédibilité de l'ensemble des femmes engagées dans la vie publique. La solidarité doit donc être rapide, transnationale et axée sur la défense de la légitimité de chacune, afin que les violences en ligne ne deviennent jamais une composante banalisée de l'identité publique des femmes.

Traduire ses principes en actes:

Comment créer un monde numérique qui protège les droits des femmes à participer, à diriger et à occuper des fonctions publiques ? Une action est nécessaire à trois niveaux :

Individuel

Sachez pourquoi vous faites ce travail. Un sens clair de votre mission vous permettra de maintenir une présence dans l'espace public malgré des attaques incessantes. Reconnaissez également vos limites et faites du soin de soi et du rétablissement une composante à part entière de votre stratégie à long terme, plutôt que de les considérer comme des préoccupations secondaires.

Au niveau des réseaux

Partagez les informations sur les nouvelles attaques au sein de réseaux de confiance afin que la réponse soit rapide, coordonnée et collective, plutôt que portée par une seule personne. Mettez en place des réseaux de solidarité qui accompagnent et mentorent les futures femmes en politique, en instaurant des mécanismes de soutien avant même qu'ils ne deviennent nécessaires.

Au niveau structurel

Maintenez des coalitions permanentes de réponse rapide réunissant des vérificateurs de faits, des chercheur·euses et des réseaux féministes spécialisés en sécurité numérique, capables de documenter les abus, d'analyser les comportements coordonnés et de diffuser rapidement des contre-récits. Surtout, veillez à ce que le coût des violences ne soit plus supporté par les femmes qui en sont la cible, mais par les personnes qui en sont responsables. Les plateformes doivent être tenues juridiquement et financièrement responsables lorsqu'elles ne prennent pas les mesures nécessaires pour prévenir ces préjudices, et les auteurs doivent répondre des violences qu'ils commettent.

Recommandations Pratiques

Praticiens et chercheurs

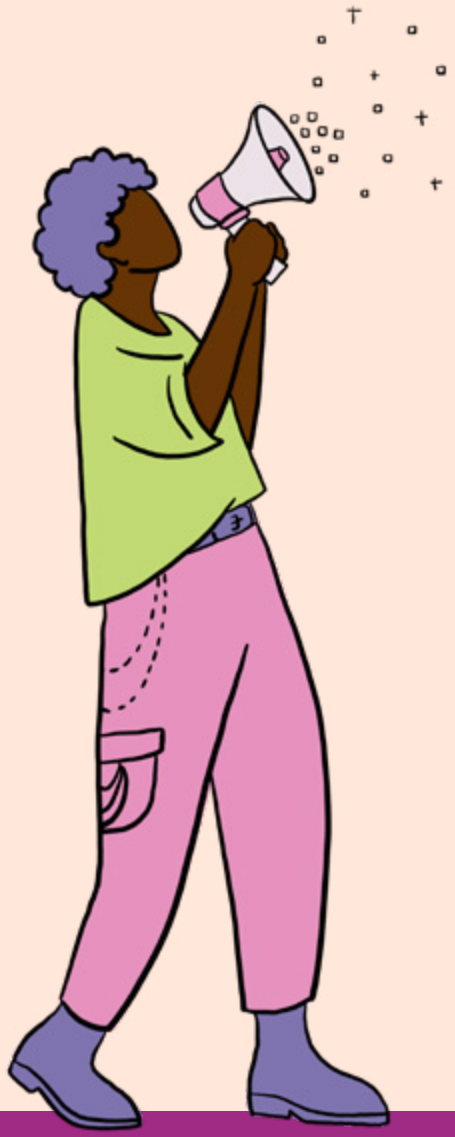
Collaborer et mettez à profit les données émergentes pour mettre en place des mécanismes de réponse rapide et coordonnée. Utilisez la recherche pour identifier les schémas de comportements coordonnés et demandez aux plateformes un meilleur accès aux données nécessaires pour surveiller et documenter les abus.

Bailleurs de fonds

Soutenir la participation des femmes à la vie politique et publique par le biais du développement de compétences techniques, notamment par des formations sur les VBGFT, et financer la mise en place d'équipes d'intervention rapide.

Décideurs politiques et États

Adoptez des cadres réglementaires encadrant le développement et la diffusion des technologies d'intelligence artificielle conçues pour abuser des femmes. Faire en sorte que le coût des violences soit assumé par les responsables grâce à des cadres réglementaires, plutôt que de s'en remettre uniquement à la pression réputationnelle.



Ressources complémentaires

1. Becker Castellaro, Sebastian, et al. *Intelligence artificielle et intégrité de l'information : expériences latino-américaines* (Artificial Intelligence and Information Integrity: Latin American Experiences.). Document d'orientation (Policy Paper) nº 34, 2025. https://www.idea.int/publications/catalogue/artificial-intelligence-and-information-integrity-latin-american-experiences

2. ONU Femmes. *Répertoire des publications d'ONU Femmes sur les violences basées sur le genre facilitées par la technologie à l'encontre des femmes et des filles* (2025). https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2025/03/repository-of-un-womens-work-on-technology-facilitated-violence-against-women-and-girls

Remerciements

Ce texte a été rédigé par Jennifer Chinoye Amadi et révisé par Leah Goldmann, Lauren Messina, Joy Watson ainsi que par les membres de l'équipe EVAW d'ONU Femmes. La conception graphique est de Mara Ayuningtyas et Léa Drougard les illustrations de Sarah Imran. Un merci tout particulier aux organisations de défense des droits des femmes ayant participé à la série d'ateliers d'apprentissage et de dialogue de la COFEM. Leurs contributions et leurs réflexions ont nourri l'élaboration de cette publication. Cette publication a été produite par COFEM dans le cadre du programme ACT« Agir pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles » d'ONU Femmes, financé par l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de COFEM et ne reflète pas nécessairement les positions de l'Union européenne ni d'ONU Femmes.

Citation suggérée

Coalition des Féministes pour le Changement Social (COFEM). Introduction, Bytes de résistance : Lutter contre la violence sexiste facilitée par la technologie (2026).